Corrigé

PREPA CONCOURS POUR GREFFIERS

DATE : 04/09/ 2020

QUESTION N°1

Le droit des personnes et de la famille appartient au

- droit commercial
- droit social
- droit civil
- droit rural
- droit de la consommation

QUESTION N°2

Le surnom est choisi

- par le public
- par l'intéressé

QUESTION N°3

La loi octroie un statut juridique à l'embryon humain

- vrai
- faux

QUESTION N°4

En principe, au début du procès, la charge de la preuve pèse sur

- le défendeur
- le demandeur
- le juge

QUESTION N°5

Un empêchement prohibitif

- fait obstacle à la célébration du mariage
- permet d'annuler le mariage
- est dépourvu d'effet juridique

QUESTION N°6

Le changement de nom

- est impossible
- est possible à condition de justifier d'un intérêt légitime
- s'opère au moyen d'une procédure administrative

- s'opère par une procédure judiciaire
 - la décision d'octroyer le changement appartient au juge aux affaires familiales
 - la décision d'octroyer le changement appartient au Ministre de la justice
-

QUESTION N°7

Quelle est la date d'entrée en vigueur de la réforme relative au nom de famille ?

- 4 mars 2002
- 6 mars 2002
- 31 décembre 2002
- 1er janvier 2005 FRANCE
- 1er septembre 2003
- 31 décembre 2003

QUESTION N°8

Les recours contre les décisions prises par le juge des tutelles ou le Conseil de famille dans le régime de la tutelle doivent être portés devant

- le Tribunal d'Instance
- le juge de proximité
- le Tribunal de Grande Instance
- La Cour d'appel

QUESTION N°9

Le jugement déclaratif d'absence permet l'ouverture de la succession

- vrai
- faux

QUESTION N°10

La Cour de cassation

- est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire
 - est un troisième degré de juridiction
 - est la plus haute juridiction de l'ordre administratif
 - veille à la bonne application de la loi
-

QUESTION N°11

La source des droits subjectifs est constituée par

- les actes juridiques
- la doctrine
- la jurisprudence
- les faits juridiques

QUESTION N°12

Les faits qui ont été personnellement constatés par l'officier de l'état civil lors de la rédaction de l'acte

- font foi jusqu'à inscription de faux
- font foi jusqu'à preuve du contraire
- ne peuvent être utilisés comme preuve

QUESTION N°13

La sauvegarde de justice est un régime légal

- d'assistance
- de surveillance
- de représentation

QUESTION N°14

La rectification administrative ou judiciaire d'un acte de l'état civil

- est portée en marge de l'acte
- est portée directement dans le texte de l'acte
- ne figure pas dans l'acte ni en marge de ce dernier mais est conservée en mairie

QUESTION N°15

Une des innovations instituée par la loi du 5 mars 2007 est

- le mandat de dispositions futures
- le mandat d'aménagement futur
- le mandat de protection future
- le mandat de sauvegarde future
- le mandat de régulation future

QUESTION N°16/

Durant la phase de présomption d'absence, l'absent est

- aprésumé mort
- Xprésumé en vie

QUESTION N°17

Le fait de bénéficier de la dispense d'âge décharge l'intéressé de l'obligation de solliciter le consentement de ses parents

- vrai
- Xfaux
- parfois

QUESTION N°18

Le droit constitutionnel est une composante du

- droit privé
- X droit public
- droit international
- Xdroit interne

QUESTION N°19

La déclaration de naissance à l'officier de l'état civil doit en principe avoir lieu dans les

- 24 heures de l'accouchement
 - 48 heures de l'accouchement
 - X72 heures de l'accouchement
 - 96 heures de l'accouchement
-

QUESTION N°20

Parmi ces différents moyens de preuve, lesquels sont considérés comme des procédés parfaits ?

- le témoignage
- Xl'aveu judiciaire
- Xles écrits
- les présomptions

21

Quand a été créé pour la première fois le code pénal ?

- X20 février 1810
- 20 février 1808
- 5 mai 1804
- 17 avril 1807

22

Quels sont les principes clés du droit pénal ?

- XLe principe de légalité criminelle
- Le principe de mutabilité criminelle
- XLe principe d'interprétation stricte de la loi pénale
- Le principe de rétroactivité de la loi pénale plus sévère

23

Un crime est-il puni d'une peine d'emprisonnement ?

- Oui, d'une durée de 10 ans ou moins
- XNon, il est puni d'une peine de réclusion criminelle

24

Quel arrêt fait apparaître les exigences de clarté et de précision de la loi pénale ?

- XCEDH, 1979, Sunday Times
- Crim., 1830, Bailly
- Crim., 1921, Tremintin
- Crim., 1936, Rozoff

25

Une loi pénale de fond plus douce peut-elle rétroagir une fois l'affaire ayant force de chose jugée ?

- XNon, la loi pénale de fond plus douce ne peut rétroagir que lorsque l'affaire a force relative de chose jugée
- Oui, si et seulement si la loi en question a pour objet de supprimer l'incrimination sur laquelle se fonde la décision

26

De quel concept est issu le principe de territorialité ?

- De la compétence personnelle
- De la compétence réelle
- XDe la 'lex loci delicti'
- XDe la loi du lieu du délit

27

Que signifie la compétence personnelle active ?

- Elle signifie qu'une infraction commise sur le territoire de la République par un étranger donne compétence au juge pénal français
- Elle signifie que lorsque l'auteur d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger par un français la loi pénale française s'applique selon certaines conditions
- Elle signifie que lorsque la victime d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger est française, la loi pénale française s'applique sous certaines conditions
- Elle signifie que le juge pénal français est compétent dès lors qu'il est porté atteinte aux intérêts fondamentaux de la France

28

Que prévoit l'article 121-4 du Code pénal ?

- Il dispose que la tentative d'un crime est toujours punissable
- Il dispose que la tentative d'un délit est punissable si la loi le prévoit expressément
- Il dispose que la tentative est constituée par un commencement d'exécution et une absence de désistement volontaire
- Il dispose que la tentative est punissable si la juge le décide

29

Quels sont les éléments constitutifs d'une infraction ?

- L'élément légal
- L'élément matériel
- L'élément moral
- L'élément naturel

30

Quelle est la différence entre une infraction matérielle et une infraction formelle ?

- L'élément matériel est constitué par l'acte pour l'infraction formelle alors que pour l'infraction matérielle l'élément matériel nécessite l'acte le résultat et un lien de causalité entre l'acte et le résultat
- La tentative d'une infraction matérielle est punissable alors que la tentative d'une infraction formelle n'est jamais punissable
- L'infraction matérielle ne nécessite que l'élément matériel pour être constituée alors que l'infraction formelle nécessite en plus l'élément moral

Quiz.biz ne certifie pas l'exactitude des réponses, contactez Ppiimmm